



**HAL**  
open science

# Construire (dans) les marges de l'État, entre politiques de 'développement' et stratégies de contre-insurrection (Chaco, Argentine, 1976-1980)

Pamela Colombo

► **To cite this version:**

Pamela Colombo. Construire (dans) les marges de l'État, entre politiques de 'développement' et stratégies de contre-insurrection (Chaco, Argentine, 1976-1980). *Critique Internationale*, 2018, Les villages stratégiques: politiques contre-insurrectionnelles et regroupements de populations, 2018/2 (79), pp.87-110. hal-02127733

**HAL Id: hal-02127733**

**<https://hal.science/hal-02127733>**

Submitted on 13 May 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

The research leading to these results has received funding for the European Union's Horizon 2020 (H2020-MSCA-IF-2014-GF) research and innovation programme under the Marie Skłodowska-Curie grant agreement No 654923

Les recherches sur lesquelles a pris appui cette publication ont fait l'objet d'un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 (H2020-MSCA-IF-2014-GF) de l'Union européenne dans le cadre de la convention Marie Skłodowska-Curie n° 654923.

**Pamela COLOMBO**

*Marie Skłodowska-Curie Research Fellow. IRIS (Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux), EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales), Paris.*

*pamela.colombo@ehess.fr*

Colombo, Pamela (2018). « Construire (dans) les marges de l'État, entre politiques de 'développement' et stratégies de contre-insurrection (Chaco, Argentine, 1976-1980) », *Critique Internationale*, No79, avril-juin 2018. France, pp.87-110.

---

### **Construire (dans) les marges de l'État, entre politiques de « développement » et stratégies de contre-insurrection (Chaco, Argentine, 1976-1980)**

par Pamela Colombo

Après le coup d'État du 24 mars 1976 réalisé par les Forces armées<sup>1</sup>, la technique de disparition forcée a été appliquée en Argentine de manière systématique, principalement depuis les Centres clandestins de détention répartis sur tout le territoire, dans le but d'« éliminer »<sup>2</sup> les groupes guérilleros et de démanteler les mouvements sociaux de tendance révolutionnaire. Cependant, la dictature civilo-militaire qui a dirigé le pays de 1976 à 1983 n'a pas seulement mis en œuvre des programmes de contre-insurrection militaire – principalement suivant les doctrines française et états-unienne –, elle a également géré le budget national, et ce faisant réorganisé notamment l'économie, l'éducation et l'agriculture. Durant cette période, plusieurs programmes de réorganisation territoriale et urbaine ont vu le jour, qui allaient de la création d'autoroutes à l'éradication de bidonvilles<sup>3</sup>. Nous nous intéressons ici à l'un de ces programmes en particulier : la création de villages stratégiques.

---

<sup>1</sup> Les Forces armées argentines regroupent l'Armée de terre, les Forces navales et l'Armée de l'air. Dans la suite de l'article, l'« Armée » désigne l'instrument militaire terrestre des Forces armées.

<sup>2</sup> Nous utiliserons les guillemets pour indiquer les termes qui apparaissent dans les documents et la propagande militaires.

<sup>3</sup> Oscar Oszlak, *Merecer la ciudad: los pobres y el derecho al espacio urbano*, Buenos Aires, Cedes, 1991.

Conçue au début de la guerre froide, la stratégie militaire de création de villages stratégiques consiste à créer des villages *ex nihilo* pour y installer par la force des populations rurales vivant dans des territoires disputés par des mouvements révolutionnaires. Face à la menace supposée de l'« ennemi intérieur », l'État cherche par la contrainte à urbaniser des espaces de vie, à « moderniser » les zones agricoles, à en regrouper et « civiliser » les habitants et à éradiquer la guérilla. Ce programme a été mis en œuvre de différentes manières pendant les guerres de décolonisation, tant en Afrique qu'en Asie, ainsi que sous les régimes autoritaires d'Amérique latine (années 1960-1980). Un élément commun à la majorité de ces cas est que la création de ces villages intervient lorsque l'État perçoit que le monopole de la violence légitime et la stabilité territoriale de la nation sont « menacés ». La création de villages stratégiques est étudiée ici comme faisant partie d'un projet d'instauration d'un ordre néocolonial<sup>4</sup> qui concerne principalement les espaces considérés comme « ingouvernables » aux marges de l'État<sup>5</sup>.

S'inscrivant dans le débat sur les programmes d'urbanisation forcée introduit par le travail de James Scott<sup>6</sup>, notre recherche a pour objectif de comprendre comment l'État met en œuvre des projets d'ingénierie sociale dans lesquels la réinvention spatiale de territoires périphériques doit permettre de modifier radicalement un groupe social ainsi que la situation économique-politique de la zone concernée. Pour cela, nous analyserons la création du village Fuerte Esperanza dans la Province du Chaco, dans le cadre de ce qui a été appelé la « Campagne de l'Ouest » déployée dans la région d'« El Impenetrable »<sup>7</sup> (1976-1980).

Analysant pour la première fois le cas de Fuerte Esperanza comme s'inscrivant dans la stratégie de création de villages stratégiques, nous proposons une approche novatrice, attentive aux catégories et pratiques des acteurs étudiés. Nonobstant le rôle répressif<sup>8</sup> joué par la junte militaire, nous souhaitons souligner l'intérêt d'appréhender sociologiquement la complexité de l'idéologie et des pratiques de l'armée afin de mieux comprendre, *in fine*, les conséquences politiques et sociales des actions menées, qui ne se limitent pas à l'annihilation comme unique outil de reconfiguration sociopolitique. Ainsi, nous montrerons en quoi le programme de Fuerte Esperanza avait une fonction non seulement de contre-insurrection mais aussi de reconfiguration profonde de la société et du territoire sous couvert de développement. Si, à l'époque, ce type de programme a été présenté comme des plans de développement, il est important de souligner que l'idée qui traverse les discours militaires est clairement associée à une définition économique et libérale du développement comme projet de « modernisation », sous prétexte d'une trajectoire linéaire vers le « progrès » : une narration téléologique<sup>9</sup>.

---

<sup>4</sup> Michel Agier, Martin Lamotte, « Les pacifications dans la ville contemporaine. Ethnographies et anthropologie », *L'Homme*, 219-220, dossier *Pacifications urbaines*, 2016, p. 23 ; Paulo Tavares, « La naturaleza política de la selva: políticas de desplazamiento forzado de pueblos indígenas durante el régimen militar en Brasil », *Clepsidra. Revista Interdisciplinaria de Estudios sobre Memoria*, dossier *Políticas urbanas en contextos de violencia de Estado en América Latina*, 5 (9), 2018, p. 86-103.

<sup>5</sup> Veena Das, Deborah Poole (eds), *Anthropology in the Margins of the State*, New Delhi, Oxford University Press, 2004.

<sup>6</sup> James Scott, *Seeing like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998.

<sup>7</sup> « El Impenetrable » est une forêt primaire principalement située dans la province du Chaco (départements d'Almirante Brown et de Général Guemes), dont elle couvre plus de 40 % du territoire. La zone d'El Impenetrable s'étend aussi sur une partie des provinces de Formosa, Salta et Santiago del Estero.

<sup>8</sup> Pilar Calveiro, *Poder y Desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 2001 ; Daniel Feierstein, *El genocidio como practica social. Entre el nazismo y la experiencia argentina*, Buenos Aires, Fondo de Cultura, 2007.

<sup>9</sup> Marie Stern, Joakim Ojendal, « Mapping the Security-Development Nexus: Conflicts, Complexity, Cacophony, Convergence ? », *Security Dialogue*, 2010, p.11.

*A contrario*, nous étudierons ces programmes dits de développement de façon critique. Il est donc important de souligner que le fait de parler de programmes de développement n'implique pas une valorisation positive des actions menées. Tout au contraire, notre étude a pour objectif de comprendre et de déconstruire les discours et les pratiques menés au nom du développement<sup>10</sup> et de saisir la façon dont ces projets sont utilisés comme des techniques de gouvernement<sup>11</sup>.

Notre apport est également significatif pour l'historiographie du régime autoritaire argentin car nous soutiendrons, pour la première fois, qu'il existe des continuités entre la création du village de Fuerte Esperanza et d'autres programmes similaires à la même époque en Argentine (principalement dans la province de Tucumán<sup>12</sup>). Alors que les rares travaux qui abordent la construction de villages pendant la dictature argentine analysent ceux-ci de manière isolée<sup>13</sup>, nous montrerons que ce type de création peut être considéré en Argentine comme participant d'une stratégie nationale de réorganisation du territoire à des fins de contre-insurrection<sup>14</sup>.

D'un point de vue théorique, nous nous interrogerons sur l'intérêt stratégique (militaire, mais aussi économique et politique) de ces programmes appliqués aux **marges** de l'État, lesdites marges étant ici envisagées selon les trois niveaux de définition proposés par Veena Das et Deborah Poole<sup>15</sup> : tout d'abord, comme des espaces de nature sauvage et périphérique où l'État redéfinit ses manières de gouverner (les marges ne sont pas extérieures mais constitutives de l'État) ; ensuite, comme des pratiques de gouvernement de la population appliquées dans des contextes d'exception ; enfin, comme renvoyant à la manière dont le biopouvoir<sup>16</sup> traverse les corps marginaux qui habitent ces espaces. Comme l'a souligné Michel Foucault<sup>17</sup>, une partie importante des techniques de gestion de la vie ont été d'abord éprouvées sur des espaces et des

---

<sup>10</sup> Arturo Escobar, *Ecountering Development: The making and unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1995 ; James Ferguson, *The anti-politics machine: 'development', depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994. M. Stern et J. Ojendal, *ibid.*

<sup>11</sup> Mark Duffield, *Global Governance and the New Wars. The Merging of Development and Security*, London and New York, Zed Books, 2001 ; Voir Finn Stepputat dans ce même numéro.

<sup>12</sup> Pamela Colombo, « L'urbanisation forcée comme politique contre-insurrectionnelle. La vie au sein des villages stratégiques construits en Argentine (1976-1978) », *Cultures et Conflits*, 103-104, 2016, p. 91-110.

<sup>13</sup> Sur Fuerte Esperanza, voir José Martín Bageneta, « "La reorganización agraria". El discurso agrario de la dictadura militar sobre la región del Gran Chaco argentino (1976-1983) », *Revista Estudios*, 28, 2014, p. 181-214; Jorge Roze, *Lucha de clases en el Chaco contemporáneo*, Chaco, Librería de la Paz, 2007 ; Carlos Salamanca, « Espacios, tiempos, identidades: políticas de la última dictadura militar en el Chaco argentino », *Revista de Estudios sobre Genocidio*, 7 (10), 2015, p. 173. Sur les quatre villages construits en Tucumán : Santiago Garaño, *Entre el cuartel y el monte. Soldados, militantes y militares durante el Operativo Independencia (Tucumán, 1975-1977)*, Tesis en Antropología, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 2012; Diego Neme, « Una memoria estatal para el Operativo Independencia: la construcción del pueblo Teniente Berdina en Tucumán (1976-1977) », *IX Seminario internacional políticas de la memoria, 40 años del golpe cívico-militar: reflexiones desde el presente* 3, 4 y 5 de noviembre de 2016, Centro Cultural de la Memoria Haroldo Conti. Buenos Aires).

<sup>14</sup> Les résultats présentés ici s'inscrivent dans une recherche plus large que nous menons depuis 2014 sur la construction des villages stratégiques en Argentine pendant la dernière dictature militaire dans la province du Tucumán et du Chaco (1976-1980), et sur la circulation transnationale de cette technique en Amérique latine pendant les années 1970 et 1980.

<sup>15</sup> V. Das, D. Poole (eds), *Anthropology in the Margins of the State*, *op. cit.*

<sup>16</sup> La biopolitique est l'inclusion de la vie dans le calcul politique des gouvernements modernes, c'est l'administration de la vie et le fait de laisser mourir ceux qui « n'en valent pas la peine ».

<sup>17</sup> Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Gallimard, 2004.

corps marginalisés. Nous explorons ici non seulement la façon dont sont créés des lieux marginaux, mais aussi les manières de construire à l'intérieur de ces marges. En d'autres termes, nous étudions, dans sa dimension symbolique et opérationnelle, la tentative de construction d'une utopie militaire dont la matérialisation spatiale visible serait le village de Fuerte Esperanza.

Cette analyse s'appuie sur trois enquêtes de terrain réalisées en 2016 dans la province du Chaco. Le corpus de données est formé d'archives (documents de cadastre, hémérothèques, journaux, musées, dépendances de l'État...), d'entretiens avec des acteurs gouvernementaux (architectes, géomètres-experts, membres de la police et de l'armée) et d'un travail ethnographique réalisé à l'intérieur de Fuerte Esperanza (principalement par des entretiens avec la population qui habite dans le village<sup>18</sup>). Nous présenterons tout d'abord l'étude de cas : la Campagne de l'Ouest et la création de Fuerte Esperanza. Nous explorerons ensuite les liens entre le corpus doctrinaire de l'armée et le programme de création de villages stratégiques. Enfin, nous étudierons les rapports entre le projet de développement rural et les objectifs de contre-insurrection.

Image 1. Carte qui signale la zone du projet de la Campagne de l'Ouest entre 1976 et 1980. Source : Héctor R. Borrini, Enrique C. Schaller, « El proceso de colonización en El Impenetrable chaqueño », *Cuadernos de Geohistoria Regional*, 5, Instituto de Investigaciones Geohistóricas, 1981, p. 21.

---

## La Campagne de l'Ouest et la construction de Fuerte Esperanza

La « Déclaration de Santa Rosa » (juin 1976), signée par le secrétariat d'Agriculture et d'Élevage de la Nation et par quelques gouverneurs militaires de provinces<sup>19</sup>, a institué le Programme national d'expansion des frontières agropastorales. Dans le Chaco, celui-ci s'est traduit par la Campagne de l'Ouest (1976-1980) qui avait pour objectif d'intégrer de nouvelles terres à la production<sup>20</sup> : 3 600 000 hectares, soit 34 % de la province<sup>21</sup>. Il était prévu que cette zone passe dans le domaine public pour être vendue et administrée par l'Institut de colonisation de la province du Chaco. Le projet devait permettre de réaliser l'arpentage et le défrichement du *monte*<sup>22</sup>, d'y construire des infrastructures (comme le tracé de chemins, la recherche d'eau potable, etc.) et d'y offrir des services (éducation, sécurité, assainissement) « dans l'objectif d'y installer la population »<sup>23</sup>. Les documents officiels indiquent cinq objectifs : incorporer les

---

<sup>18</sup> Les noms des personnes interviewées sont remplacés par des lettres choisies au hasard. Compte tenu du caractère sensible des thèmes traités, les entretiens n'ont pas été enregistrés. Les extraits qui figurent ici sont restitués à partir des notes de terrain prises pendant et immédiatement après l'entretien, et traduits de l'espagnol par nos soins.

<sup>19</sup> J. M. Bageneta, « "La reorganización agraria". El discurso agrario de la dictadura militar sobre la región del Gran Chaco argentino (1976-1983) », art. cité.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p.8.

<sup>21</sup> Anonyme, *Documento básico y preliminar. Campaña del Oeste*, Biblioteca del Instituto de Investigaciones Geohistóricas (IIGHI), CH-54, Resistencia, 1977.

<sup>22</sup> Le *monte* est une zone de relief à la végétation luxuriante. Le sens du mot est proche de celui du « maquis », puisque, du fait de sa végétation, le *monte* a pu être utilisé par la guérilla pour établir ses campements.

<sup>23</sup> Héctor R. Borrini, Enrique C. Schaller, « El proceso de colonización en El Impenetrable chaqueño », *Cuadernos de Geohistoria Regional*, 5, Instituto de Investigaciones Geohistóricas, 1981, p. 21.

terres au « système productif », « peupler » l'endroit, parvenir à une « exploitation efficiente et rationnelle », attirer des investissements, et éradiquer la petite propriété et le latifundio<sup>24</sup>. Les principales activités effectivement mises en œuvre ont été la réalisation de mesures, la distribution des chemins de pénétration de manière à pouvoir mesurer et utiliser l'espace, la mise en place de centres de soutiens (campements) dans des lieux stratégiques, et l'utilisation d'instruments de soutien<sup>25</sup>. Ces mêmes documents mentionnent les déplacements de population et soulignent l'importance de créer des infrastructures pour soutenir ce nouveau « mouvement migratoire ». El Impenetrable serait ainsi mesuré et subdivisé, traversé par des chemins, lu à partir des plans de cadastre, perforé pour rechercher de l'eau et du pétrole, délimité avec des bornes. En somme, il deviendrait visible et praticable.

Image 2. Publicité de l'Institut de colonisation pour attirer des colons à El Impenetrable. Source : *Diario Norte*, Resistencia, 1<sup>er</sup> juillet 1977.

L'Institut de colonisation de la province du Chaco avait la responsabilité de mettre en œuvre le volet civil de la Campagne de l'Ouest. Il a effectué des recensements jusqu'aux confins d'El Impenetrable, prenant note de qui y vivait, où et comment. Il a ainsi établi qui pouvait y vivre et dans quelles conditions. Il a également édicté des normes quant aux dimensions des parcelles et des manières d'exploiter la terre<sup>26</sup>. Jusqu'en 1976, seuls 10 % des habitants étaient considérés comme des propriétaires « légaux » ; les 90 % restants, qualifiés d'« autres occupants » ou d'« intrus », étaient considérés comme s'étant installés de manière « illégale » et faisant obstacle à la « planification d'exploitations efficaces »<sup>27</sup>. Cette réforme du droit à la terre renouvelle une fois encore le rôle colonisateur de l'État : les populations autochtones perdent tous leurs droits sur les terres qu'elles occupent (voir encadré). Par ailleurs, au cours de cette rencontre programmée entre la « modernité » et l'espace, la machine arrive, déblaye et démolit. Les bulldozers sont le symbole de ce processus de réorganisation territoriale marqué par le défrichage et le tracé de chemins. Pour le gouvernement, cette arrivée du « progrès » éradiquera tous les « dangers ». Il s'agit d'ouvrir l'espace pour qu'y pénètre le capital, mais aussi pour que les Forces armées et la Police puissent le voir, le traverser et le contrôler<sup>28</sup>.

### ***Un projet colonisateur qui a duré cent ans***

Le décret provincial n° 1.200 de 1978 fait apparaître la fondation du village de Fuerte Esperanza comme un tournant dans l'activité de l'Armée. Les militaires associent cette fondation à la tâche assumée « par les conquistadores et l'Église catholique, grâce auxquels l'Espagne a légué au Nouveau Monde les principes qui ont structuré le monde occidental » ; ils considèrent que « l'esprit colonisateur de ces cent premières années de vie qui ont marqué le développement politique et économique du Chaco doit perdurer et se projeter vers le futur ; que pour y parvenir, il faut des avancées concrètes qui rendent possibles les colonies qui marqueront le point de départ d'une nouvelle action colonisatrice ayant pour finalité la construction de cent ans de

<sup>24</sup> Gouvernement du Chaco, Province du Chaco, *Memoria de la acción de Gobierno, 1976-1981*, tome II, Resistencia, 1981, Biblioteca del Instituto de Investigaciones Geohistóricas (IIGHI), Resistencia.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 248.

<sup>26</sup> La distribution de terres du domaine public de la zone est encore aujourd'hui une tâche assignée à l'Institut de colonisation.

<sup>27</sup> Anonyme, *Documento básico y preliminar. Campaña del Oeste*, cité, p. 21.

<sup>28</sup> J. M. Bageneta, « "La reorganización agraria". El discurso agrario de la dictadura militar sobre la región del Gran Chaco argentino (1976-1983) », art. cité.

grandeur future »<sup>29</sup>. La conquête violente et militarisée d'un territoire présenté, par l'État, comme « vide » n'est pas chose nouvelle. Gastón Gordillo indique qu'en 1870, après l'« unification » de l'État-nation, les priorités de ce dernier ont basculé vers l'expansion territoriale interne et le contrôle de la frontière<sup>30</sup>. Au cours de la campagne militaire connue sous le nom de « Conquête du désert » (1878-1885), l'État a pensé, décrit et traité les territoires à « conquérir » (La Pampa, la Patagonie et le Chaco, dotés d'un grand potentiel économique) comme des espaces vides, des « déserts », et nié par là même le droit sur ces terres des peuples autochtones, représentés comme des sujets à exterminer<sup>31</sup>. Cent ans plus tard, la construction reprend des éléments de cette œuvre coloniale et de ce type d'architecture militaire. Cependant, la construction de villages stratégiques est non seulement un programme de conquête territoriale et de développement économique, mais aussi de contre-insurrection. Nous comprenons la Campagne de l'Ouest comme une pratique néocoloniale censée refonder la nation catholique, « civilisée » et européenne aux marges de l'État. Selon Carlos Salamanca, les politiques de l'espace sous la dictature et leurs liens avec la conquête territoriale indiquent la permanence de mécanismes de construction de la nation et d'entretien de son héritage colonial<sup>32</sup>.

Jorge Rafael Videla – nommé Président de la Nation argentine par les Forces armées après le coup d'État de 1976 – établira un lien entre l'inauguration de Fuerte Esperanza en 1978 et le début de la « Conquête du désert »<sup>33</sup> en 1878 : « Il y a cent ans, les forts fondés par l'Armée (...) signifiaient eux aussi (...) une pénétration dans l'immensité inhospitalière pour apporter la civilisation et le progrès. (...) Cette réalisation concrète de “Fuerte Esperanza” nous dit bien clairement que le pays est en marche. À travers son avancée vers l'ouest, Fuerte Esperanza signifie un cri, dérobant au *monte* son intimité, pour l'ouvrir généreusement à la civilisation et au progrès. (...) La frontière agricole a pu ainsi être élargie au nord du pays. Nous avons créé des sources d'emploi nombreuses et variées et nous avons creusé de larges canaux pour l'imagination créatrice et l'effort productif de l'homme »<sup>34</sup>. Le village de Fuerte Esperanza est présenté par les Forces armées comme l'apparition d'un espace de « modernité » qui émerge dans un territoire pensé comme vide, un lieu où « il n'y avait rien » et où surgit à présent l'infrastructure pour soutenir ce rêve de modernité, de progrès et de civilisation

La construction du village de Fuerte Esperanza a été au cœur de la stratégie de colonisation de l'État. Dans le décret 1.200/1978, sa fondation est replacée dans le contexte national : celui des efforts du « Processus de réorganisation nationale », nom que s'est donné la dictature de 1976 à 1983, pour vaincre la « délinquance terroriste » et surmonter le « chaos économique »<sup>35</sup>. Le

<sup>29</sup> Décret 1.200/1978, 23 septembre 1978. Biblioteca de la Fiscalía de Estado, Provincia de Chaco.

<sup>30</sup> Gastón Gordillo, *Landscapes of Devils. Tensions of Place and Memory in the Argentinean Chaco*, Durham, Duke University Press, 2004, p. 46.

<sup>31</sup> Luiza Bialasiewicz, David Campbell, Stuart Elden, Stephen Graham, Alex Jeffrey, Alison J. Williams, « Performing Security: The Imaginative Geographies of Current US Strategy », *Political Geography*, 26 (4), 2007, p. 405-422 ; P. Colombo, *Espacios de desaparición: vivir e imaginar los lugares de la violencia estatal (Tucumán, 1975-1983)*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2017.

<sup>32</sup> C. Salamanca, « Espacios, tiempos, identidades: políticas de la última dictadura militar en el Chaco argentino », art. cité, p. 173.

<sup>33</sup> H. R. Borrini, E. C. Schaller, « El proceso de colonización en El Impenetrable chaqueño », art. cité, p. 9.

<sup>34</sup> Jorge Rafael Videla, « 23.9.78 Fuerte Esperanza. Acto inaugural de la nueva población chaqueña “fuerte esperanza” », *Libro Mensajes presidenciales. Desde el 1-8-78 al 31-12-78*, Presidencia de la Nación, Secretaria privada, Archivo Nacional de la Memoria, Buenos Aires, 1978, p. 43-44.

<sup>35</sup> *Decreto 1.200/1978, 23 septiembre 1978. Biblioteca de la Fiscalía de Estado, Provincia de Chaco, feuille 183.*

gouvernement militaire explique que la mission colonisatrice se justifie par « la fragilité du pouvoir politique, social et économique exercé sur une vaste région appelée jusque-là El Impenetrable, le grand vide démographique et la piètre activité économique ont conduit le Gouvernement des Forces armées à lancer la “Campagne de l’Ouest” pour assurer l’intégration de ces terres, l’implantation d’une population et l’expansion accélérée des frontières agropastorales »<sup>36</sup>.

Image 3. « Fuerte Esperanza est née car le pays renaît », image de propagande de l’inauguration de Fuerte Esperanza qui sera utilisée comme emblème du village. L’image reprend la photo emblématique des *marines* des États-Unis en train de hisser le drapeau américain sur la cime du Mont Suribachi à la fin de la seconde guerre mondiale. Source : *Diario El Territorio*, 24 septembre 1978.

Le village a été implanté dans le lieu-dit La Bomba, au centre d’El Impenetrable, là où il n’y avait auparavant qu’une pompe à eau et une effigie de la vierge. L’entreprise était titanesque. Le village a été construit en 83 jours, par 400 ouvriers ; le matériel était transporté en hélicoptères ou par camions le long de chemins de terre sans fin<sup>37</sup>. L’infrastructure aurait été conçue pour offrir « les services nécessaires en termes de sécurité, de contrôle politique, d’éducation, de culture, de service spirituel, d’eau courante et d’énergie électrique. Dès sa création, le village a été doté de maisons pour les fonctionnaires du village, d’une école, d’une église, d’une mairie, d’une infirmerie, d’une auberge, d’une station-service, d’un commissariat et de deux pistes d’atterrissage.

Image 4. Plan du village de Fuerte Esperanza. Source : Carlos Primo López Piacentini, *Historia de la Provincia del Chaco*. Tome IV, Editorial Región, 1979, p. 142.

Les habitants d’El Impenetrable rapportent qu’ils ne savaient pas pourquoi les militaires venaient : « C’était comme une invasion. Ils surgissaient de camionnettes ou d’avions... » (J.<sup>38</sup>). Dans le Campement 5, qui allait devenir le village, ils se souviennent qu’il leur était interdit d’entrer et qu’il y avait une sorte de périmètre de sécurité : « Je ne sais pas pourquoi les militaires sont venus, mais nous savions que c’était une zone interdite, que personne ne pouvait entrer ; nous y sommes quand même allés mais ils nous ont chassés » (C.<sup>39</sup>) ; « Quand les militaires étaient en colère, ils étaient sans pitié, ils te jetaient dehors » (O.<sup>40</sup>) ; « Les militaires sont venus parce qu’ici ils allaient faire leur village à eux, ici ils sont restés deux ou trois ans » (I.<sup>41</sup>). Avec l’arrivée des militaires et de l’Institut de Colonisation, les règles d’utilisation de l’espace ont changé : « Les militaires ne nous laissaient pas chasser ou couper du bois. (...) J’en ai coupé plus que ce qui était permis, ils m’ont arrêté et ils m’ont dit que j’avais 48 heures pour m’en aller, mais je suis resté » (J.). Les habitants rapportent également que certains ont dû s’en

<sup>36</sup> *Ibid*, feuille 183.

<sup>37</sup> Gouvernement du Chaco, *Memoria de la acción de Gobierno, 1976-1981*, tome II, *op. cit.*

<sup>38</sup> Homme, environ 70 ans, travailleur agricole. Analphabète pendant une grande partie de sa vie. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

<sup>39</sup> Homme, environ 70 ans, travailleur agricole et travailleur saisonnier. Analphabète durant une grande partie de sa vie. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

<sup>40</sup> Homme, environ 70 ans, travailleur agricole, aujourd’hui à la retraite. Père d’une famille nombreuse. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

<sup>41</sup> Homme, environ 80 ans, travailleur agricole. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

aller, que d'autres ne supportaient pas la pression exercée par les militaires et se sont suicidés : « Cet homme avait coupé du *quebracho*<sup>42</sup> pour faire du feu, les militaires l'ont attrappé, alors de peur il s'est pendu » (J.) ; « Le père de mon épouse s'est pendu (...) parce qu'ils le menaçaient, lui disaient qu'il devait partir » (I.).

Un habitant nous a expliqué que trois types de personnes vivent à El Impenetrable : les « gringos », les « créoles » et les « indiens » (E.<sup>43</sup>). Les « gringos » sont ceux qui viennent d'ailleurs ; les « créoles » sont dans leur majorité des travailleurs agricoles (beaucoup viennent des provinces voisines comme Salta ou Santiago del Estero) ; les « indiens » sont les peuples autochtones de la zone, principalement des Wichis et des Tobas (Qom). La majorité des « créoles » qui habitent dans El Impenetrable y sont venus pour élever leur bétail, dans le cadre d'une économie de subsistance, et vivent dispersés dans de précaires habitations en bois. S'il n'y a pas de données sur la manière dont les militaires ont sélectionné les familles qui allaient s'installer à Fuerte Esperanza, une chose est sûre, c'est qu'il n'y a eu aucune famille appartenant à des peuples autochtones. « Ici il n'y a pas d'indiens », ne cessent de dire les habitants durant les entretiens. Beaucoup associent cet état de fait à des caractéristiques du territoire – ce seraient les peuples autochtones qui auraient choisi de ne pas venir s'installer –, mais l'absence totale de population autochtone presque quarante ans après la fondation du village soulève des questions plus profondes. Le travail d'enquête réalisé jusqu'à présent ne permet pas d'apporter une réponse concluante. Cependant, nous ne pouvons nous empêcher de demander si le fait qu'« ici il n'y ait pas d'indiens » n'est pas le résultat du projet « civilisateur » qu'avaient les militaires à la création du village.

Attirées par l'apparition de services et d'institutions de « la vie moderne », plusieurs familles de « créoles » se sont rendues à Fuerte Esperanza. Les habitants se souviennent que, pendant la dictature, seules les familles qui avaient été choisies par les militaires pouvaient vivre dans le village ; les autres se sont implantées progressivement à la périphérie. À la différence d'autres cas de création de villages stratégiques<sup>44</sup>, il s'agissait ici de réaliser une sélection minutieuse de qui allait habiter où et comment, et une sélection encore plus rigoureuse de ceux qui deviendraient citoyens de Fuerte Esperanza.

Un élément qui a fait basculer le soutien de la population en faveur des militaires est sans aucun doute la possibilité d'accéder aux services de « la vie moderne » (services de santé, éducation, eau courante, électricité...) : « [Avant l'arrivée des militaires,] nous vivions sans progrès, comme des animaux ou des indiens... » (E.). Une femme installée depuis peu au moment de notre entretien nous explique : « Ici les gens ont vécu "le processus" [« Processus de réorganisation nationale ] comme un progrès » (H.<sup>45</sup>). À l'instar de la population déplacée vers les villages stratégiques du Tucumán<sup>46</sup>, celle de Fuerte Esperanza parle de la construction du village comme de l'arrivée du « progrès » tant attendu. James Scott propose le terme de « haut modernisme autoritaire » pour qualifier cette ingénierie rationnelle qui entend planifier et réguler tous les aspects de la vie sociale au nom d'une amélioration des conditions de vie de la population : « En son cœur se trouve une suprême confiance dans le progrès linéaire, le développement du savoir scientifique et technique, l'expansion de la production, la conception

---

<sup>42</sup> Le *quebracho* désigne communément trois espèces d'arbres similaires, originaires du Chaco (de la famille des Anacardiaceae et de celle des Apocynaceae).

<sup>43</sup> Homme, 70 ans environ, a travaillé presque toute sa vie comme paysan éleveur de bétail. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

<sup>44</sup> P. Colombo, « L'urbanisation forcée comme politique contre-insurrectionnelle. La vie au sein des villages stratégiques construits en Argentine (1976-1978) », art. cité.

<sup>45</sup> Femme, est venue vivre dans le village il y a environ dix ans. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

<sup>46</sup> P. Colombo, « L'urbanisation forcée comme politique contre-insurrectionnelle. La vie au sein des villages stratégiques construits en Argentine (1976-1978) », art. cité.

rationnelle de l'ordre social, la satisfaction croissante des besoins humains et, enfin et surtout, un contrôle grandissant sur la nature (y compris humaine) proportionnel à la compréhension scientifique des lois naturelles »<sup>47</sup>. Afin d'atteindre ces objectifs, le pouvoir de l'État moderne s'exerce sans limites sur un groupe social dépourvu de véritable pouvoir de résistance. Ces programmes d'urbanisation forcée sont traversés par ce que Walter Benjamin appelle une foi aveugle dans le progrès linéaire, vide et continu<sup>48</sup>.

Cette réorganisation comporte aussi un aspect esthétique qui se traduit dans l'espace et donne à voir un ordre recherché. À Fuerte Esperanza, tout devait paraître parfait, ordonné, propre. Les habitants rapportent que l'on ne pouvait pas construire d'habitations près du village. Ils disent aussi : « Ici nous ne pouvions pas sortir, il fallait rester à l'intérieur [de la maison], ne pas étendre de linge, ne pas faire de feu » (Y.<sup>49</sup>) L'ordre au milieu du « chaos » de la nature<sup>50</sup> se traduit par l'injonction de réorganiser la vie quotidienne à partir d'un idéal de « cité jardin »<sup>51</sup>. Fuerte Esperanza fait partie d'un ensemble large et varié de plans utopiques de contrôle, de modernisation et de progrès typiques des régimes totalitaires<sup>52</sup>. L'esthétique et les références visuelles s'appuient sur l'idée de l'« universalisation massive de la civilisation occidentale »<sup>53</sup>. L'espace urbain et sa planification pensée jusqu'au moindre détail apparaissent comme le scénario d'un rêve de « civilisation occidentale » qui adviendrait avec le « Processus de réorganisation nationale ». Comme l'écrit Angel Rama en étudiant la « cité lettrée » et l'ordre que révèlent ces espaces urbains : « Ce n'était bien sûr pas la vraie société qui était transposée mais sa forme organisée, (...) dans la distribution géométrique nous pouvons lire la morphologie sociale des planificateurs »<sup>54</sup>.

Image 5. Un exemple éloquent du *design* des espaces de vie dans ces projets d'ingénierie sociale est le centre de Fuerte Esperanza, qui imite le logo de la coupe mondiale du football de 1978. Source : anonyme. Archives historiques Monseñor José Alumni, Resistencia.

Il s'agissait de détruire le *monte* désorganisé pour créer une forêt ordonnée et praticable, d'expulser les personnes qui occupaient la terre « illégalement » et de répartir celle-ci selon des critères d'efficacité reflétant le nouveau système économique que les militaires cherchaient à implanter, de créer des centres urbains pour faire la démonstration d'une « citoyenneté modèle ». En examinant le programme de villages stratégiques mis en œuvre par l'État colonial français en Algérie, Bourdieu et Sayad<sup>55</sup> ont montré que derrière cette discipline de l'espace se

---

<sup>47</sup> J. Scott, *Seeing like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, op. cit., p. 89-90 (nous traduisons).

<sup>48</sup> Walter Benjamin, « Thèses sur la philosophie de l'histoire », dans W. Benjamin, *Essais 2. 1935-1940*, Paris, Denoël, 1983.

<sup>49</sup> Femme, environ 70 ans, veuve, a travaillé comme paysanne depuis son enfance. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

<sup>50</sup> J. Scott, « Nature and Space », dans J. Scott, *Seeing like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, op. cit., p. 11-52.

<sup>51</sup> Angel Rama, *The Lettered City*, Durham, Duke University Press, 1996.

<sup>52</sup> J. Scott, *Seeing like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, op. cit. ; Felicity D. Scott, *Outlaw Territories. Environment of Insecurity. Architectures of Counterinsurgency*, New York, Zone Books, 2016.

<sup>53</sup> Pierre Bourdieu, Abdelmalek Sayad, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions Minuit, 2014 [1964], p. 25.

<sup>54</sup> A. Rama, *The Lettered City*, op. cit., p. 3.

<sup>55</sup> P. Bourdieu, A. Sayad, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, op. cit.

loge l'intention de discipliner les hommes<sup>56</sup>. La réorganisation de l'habitat est pensée dans le but de provoquer une reconversion de la population ; la désorientation doit permettre de réorienter celle-ci dans un nouvel espace conçu géométriquement et de modifier ainsi radicalement les coordonnées spatio-temporelles de sa vie quotidienne. Ces programmes d'urbanisation forcée se fondent sur la croyance qu'en transformant des environnements de vie et de travail, les personnes concernées changeront elles aussi radicalement.

---

### L'idée de villages stratégiques dans le corpus doctrinaire de l'Armée

Face à l'avancée du communisme à partir des années 1950 – en particulier dans l'Asie rurale du Sud-Est – des projets de développement ont été financés par des institutions comme la Fondation Ford ou l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Dans ces projets, le postulat était que l'« antidote » contre le communisme se trouverait dans la modernisation des villages et le développement communal<sup>57</sup>. D'après Nick Cullather, la politique des villages stratégiques suivrait cette même ligne, bien qu'avec une finalité militaire. Par ailleurs, pendant les années 1960, le gouvernement de Kennedy a lancé l'Alliance pour le Progrès dans le but de créer des programmes pour l'Amérique latine associant des politiques de développement économique et des stratégies militaires. L'objectif ultime était de produire des configurations socioéconomiques qui permettraient de freiner la « menace du communisme » en Amérique latine. L'Alliance pour le Progrès a sans aucun doute marqué le début d'une nouvelle manière de voir et de comprendre la confrontation avec l'« ennemi intérieur », dans laquelle les programmes de développement jouent un rôle central<sup>58</sup>.

Dans le cas de l'Argentine, le lien entre politiques de développement et politiques de contre-insurrection a été peu exploré<sup>59</sup>. La Doctrine de la Sécurité nationale (DSN), telle qu'elle a été appliquée dans ce pays, est le produit hybride d'héritages et de réinterprétations de différentes doctrines, principalement les politiques de sécurité états-uniennes de la guerre froide et la doctrine de la « guerre révolutionnaire » appliquée par la France en Indochine et en Algérie<sup>60</sup>. La DSN a introduit la figure de l'ennemi intérieur et l'idée d'une guerre livrée pour protéger la civilisation occidentale et catholique<sup>61</sup>. Mais quel est le lien entre les objectifs de la DSN et les

---

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>57</sup> Nick Cullather, « “The Target Is the People”: Representations of the Village in Modernization and National Security Doctrine », dans Ryan Bishop, Gregory Clancey, John Phillips (eds), *The City as Target*, Abingdon, Routledge, 2012. N. Cullather affirme que « pendant trois décennies, le “développement communautaire” a été l'une des techniques de construction de la nation le plus étudiées et imitées » (p. 287).

<sup>58</sup> Stephen G. Rabe, *The Most Dangerous Area in the World. John F. Kennedy Confronts Communist Revolution in Latin America*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1999.

<sup>59</sup> Alicia Divinzeno, « La “Acción Cívica” del Comando del II Cuerpo de Ejército. Un estudio sobre las relaciones cívico-militares en Rosario, 1960-1983 », Universidad Nacional de General Sarmiento, Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine, 12 août 2016.

<sup>60</sup> Gabriel Périès, « De Argelia a la Argentina: estudio comparativo sobre la internacionalización de las doctrinas militares francesas en la lucha antisubversiva. Enfoque institucional y discursivo », dans Inés Izaguirre (dir.), *Lucha de clases, guerra civil y genocidio en la Argentina. 1973-1983*, Buenos Aires, Eudeba, 2009.

<sup>61</sup> Ariel C. Armony, « Producing and Exporting State Terror: The Case of Argentina », dans Cecilia Menjívar, Néstor Rodríguez (eds), *When States Kill. Latin America, the U.S., and Technologies of Terror*, Austin, University of Texas Press, 2005 ; Mario Ranalletti, « Aux origines du terrorisme d'État

programmes d'« action civique » menés par la dictature militaire ? Y a-t-il des correspondances entre les politiques de reconfiguration territoriale et la doctrine de contre-insurrection des années 1970 en Argentine ? De quelle manière le combat contre l'ennemi intérieur s'articule-t-il avec les projets d'optimisation de la qualité de vie de la population et les reconfigurations territoriales ? Y a-t-il des liens entre ces programmes de création forcée d'espaces de vie avec les objectifs généraux des Forces armées ?

Dans les manuels argentins de contre-insurrection des années 1970, l'action civique militaire<sup>62</sup> occupe une place importante. Parmi les différents règlements qui existent à l'intérieur de l'Armée, deux manuels centraux posent les bases de la construction de l'ennemi intérieur<sup>63</sup> qui encadre l'action de la dictature militaire de 1976 à 1983 : le *RC-8-2 (1970)*<sup>64</sup> et le *RC-9-1 (1975)*<sup>65</sup>. Dans le *RC-8-2* se trouve déjà l'essentiel des principes généraux qui dicteront l'écriture du *RC-9-1*, utilisé pendant toute la dictature<sup>66</sup>. Parmi les différentes « stratégies contre-subversives » mentionnées dans ce corpus doctrinaire, l'un des objectifs annoncés est l'« amélioration des conditions de vie » de la population<sup>67</sup>. Cette « amélioration » s'inscrivait dans des programmes d'action civique militaire menés conjointement avec des organismes civils<sup>68</sup>, et sa direction se situait majoritairement au niveau du pouvoir exécutif national<sup>69</sup>.

Parmi les mesures de contrôle extrême que les Forces armées pouvaient prendre pour démanteler les liens potentiels entre la population civile et les « mouvements subversifs » figurent dans ces deux manuels les déplacements de population. Les relocalisations ou les concentrations d'habitants sont justifiées par des impératifs de sécurité<sup>70</sup> : « Dans certains cas, il pourra être nécessaire de déplacer des populations entières, ou de transférer ceux qui ne

---

en Argentine. Les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, dossier *L'Amérique latine des régimes militaires*, 105, 2010, p. 45-56.

<sup>62</sup> Selon les Forces armées, l'action civique militaire désigne des programmes d'utilité publique qui s'inscrivent dans différents domaines comme l'éducation, l'agriculture, les transports, la culture. A. Divinzeno, « La "Acción Cívica" del Ejército argentino: características, modalidades y planificación de una estrategia de legitimación. 1966-1975 », *Páginas*, 9 (19), 2017, p. 75-97. Cet article propose justement une analyse des effets et objectifs non explicites de certains de ces programmes.

<sup>63</sup> Ana Jemio, « La construcción del enemigo interno en los reglamentos del Ejército Argentino de las décadas del sesenta y setenta. Continuidades y rupturas », *X Jornadas de Sociología*. Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 2013 (<http://cdsa.academica.org/000-038/244.pdf>).

<sup>64</sup> Ejército Argentino, *RC-8-2. Operaciones contra Fuerzas Irregulares*. Tome I, Buenos Aires, Instituto Geográfico Militar, 1970.

<sup>65</sup> Ejército Argentino, *RC-9-1. Operaciones contra elementos subversivos (Proyecto)*, Buenos Aires, Instituto Geográfico Militar, 1977 (1975). Le manuel a été rédigé en 1975 et approuvé en 1977.

<sup>66</sup> A. Jemio indique que le règlement *RC-9-1* « a posé les bases doctrinaires à partir desquelles a été élaborée la Directive du Commandement général de l'Armée n° 404 (28 octobre 1975), qui a organisé et réglementé la mise en œuvre du système répressif au niveau national ». A. Jemio, « La construcción del enemigo interno en los reglamentos del Ejército Argentino de las décadas del sesenta y setenta. Continuidades y rupturas », art. cité, p. 11.

<sup>67</sup> Ejército Argentino, *RC-8-2. Operaciones contra Fuerzas Irregulares*. Tome I, *op. cit.*, p. 80. L'analyse de ce corpus doctrinaire par A. Jemio révèle qu'en 1970 la population était représentée dans ces manuels comme une masse « angélisée » qui succombait à la subversion, tandis qu'en 1976 elle était présentée comme composée d'organismes actifs liés aux mouvements subversifs du fait de situations d'insatisfaction. A. Jemio, « La construcción del enemigo interno en los reglamentos del Ejército Argentino de las décadas del sesenta y setenta. Continuidades y rupturas », art. cité.

<sup>68</sup> Ejército Argentino, *RC-8-2. Operaciones contra Fuerzas Irregulares*. Tome I, *op. cit.*, p. 80-81.

<sup>69</sup> Ejército Argentino, *RC-9-1. Operaciones contra elementos subversivos (Proyecto)*, *op. cit.*, p. 111.

<sup>70</sup> Ejército Argentino, *RC-8-2. Operaciones contra Fuerzas Irregulares*. Tome I, *op. cit.*, p. 107.

pourront pas être protégés contre des attaques de guérillas et ceux qui sont hostiles et pourraient échapper au contrôle »<sup>71</sup>. Bien que la construction de villages stratégiques ne soit pas directement mentionnée, les manuels soulignent le besoin de réorganiser les espaces de vie et, ultérieurement, de les reconstruire<sup>72</sup>. Les ingénieurs de l'Armée ont joué un rôle actif dans la direction et le contrôle des campagnes d'action civique<sup>73</sup> dans la mesure où le service de construction était central pour édifier « les infrastructures essentielles dans les zones destinées à recevoir la population »<sup>74</sup>. Le rôle de la population a été tout aussi crucial pour mettre en œuvre ces projets<sup>75</sup>. Le manuel de 1970 évoque la possibilité de créer des milices ou des forces civiles d'autodéfense avec la population<sup>76</sup>. Dans celui de 1975, il n'est pas fait mention des milices, mais de la collaboration avec un personnage civil, le *baquiano* – celui qui connaît bien une zone particulière parce qu'il en est généralement originaire – auquel les militaires ont largement recours pour pouvoir se déplacer dans des territoires inconnus et hostiles comme le *monte*<sup>77</sup>.

Parmi les causes qui favorisent l'émergence de mouvements insurrectionnels, le manuel RC-8-2 désigne « le retard agricole, caractérisé par la faible capitalisation, le bas niveau des techniques agraires ; l'incapacité à supporter de petites crises, la pauvreté dans les campagnes et une économie basée sur la monoculture. (...) Le système hautement injuste et inefficace de propriété des terres, qui tend à produire des latifundios, le tout combiné à un manque de capital qui génère des taux d'intérêts élevés, un endettement chronique et une population rurale qui souffre de pénuries »<sup>78</sup>. On retrouve la même ligne de pensée dans le manuel RC-9-1 où sont mentionnés *a contrario* les facteurs qui pourraient entraver le développement de la subversion, par exemple « une distribution rationnelle des terres et des possibilités d'accès aux sources de production à travers une législation adéquate et un soutien par des crédits »<sup>79</sup>. Tous ces éléments sont très semblables à ceux qui forment l'ossature de la Campagne de l'Ouest, projet qui associe un programme de développement forcé et une stratégie de contre-insurrection.

Par ailleurs, on peut observer dans ces manuels la manière dont le territoire devient lui aussi un acteur à part entière à l'intérieur du conflit<sup>80</sup>. Au même titre que la population, il peut « faciliter » l'installation de groupes guérilleros. La zone rurale, en particulier, aurait des caractéristiques propres à favoriser l'implantation de la guérilla<sup>81</sup> et c'est ce type de territoire que les militaires « craignent » car l'« action subversive » y serait « véritablement grave et dangereuse »<sup>82</sup>. Le *monte* a sans doute été un espace particulier au sein des politiques de reconfiguration spatiale des dictatures latino-américaines. À partir des années 1960, il apparaît comme l'espace de la rébellion, une géographie imaginaire qui associe la peur et la possibilité de la révolution en Amérique latine<sup>83</sup>. Gastón Gordillo indique qu'en Argentine, dès le

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 105.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>77</sup> Ejército Argentino, RC-9-1. *Operaciones contra elementos subversivos (Proyecto)*, op. cit., p. 111.

<sup>78</sup> Ejército Argentino, RC-8-2. *Operaciones contra Fuerzas Irregulares*. Tome I, op. cit., p. 3-4.

<sup>79</sup> Ejército Argentino, RC-9-1. *Operaciones contra elementos subversivos (Proyecto)*, op. cit., p. 7.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>83</sup> P. Colombo, « Spaces of Confrontation and Defeat: The Spatial Dispossession of the Revolution in Tucumán, Argentina », dans Estela Schindel, Pamela Colombo (eds), *Space and the Memories of Violence. Landscapes of Erasure, Disappearance and Exception*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.

XIX<sup>e</sup> siècle, « le *monte* représentait une nature incontrôlée et une humanité sauvage qui semblaient conspirer contre l'expansion spatiale de la mission civilisatrice de la nation »<sup>84</sup> ; cent ans plus tard, il est à nouveau perçu comme une menace pour l'« intégrité » de l'État.

Image 6. Vues aériennes du moment de la construction de Fuerte Esperanza. Source : Archives de *Diario Norte*, Resistencia, septembre 1978.

Les espaces marginaux – traités comme des espaces d'exception – servent de lieu pour éprouver de nouveaux systèmes d'ordre<sup>85</sup>. Les marges sont des espaces-temps de refondation, des zones frontalières en dehors de la loi mais aussi à l'intérieur de la loi, dans la mesure où un nouvel ordre y est dessiné. Les territoires marginaux apparaissent comme un théâtre privilégié où le pouvoir d'État expérimente des stratégies extrêmes d'organisation et de contrôle, mais aussi de transformation des rapports de force et de refondation de nouveaux ordres.

---

### La lutte contre-insurrectionnelle dans El Impenetrable

James Scott affirme que l'échec colossal de la *villagisation* en Tanzanie a néanmoins produit un démembrement de la communauté et, dès lors, de la capacité de résistance de la population. Les échecs en termes économiques de ce type de programmes de reconfiguration territoriale et d'urbanisation forcée donnent généralement à voir de tout autres résultats si l'on observe leur impact politico-militaire.

La Campagne de l'Ouest est considérée par certains<sup>86</sup> comme un échec économique. En raison du coût exorbitant de sa réalisation, presque aucun de ses objectifs économiques n'a été atteint. De nombreux projets n'ont jamais été réalisés ou ont échoué : la construction d'autres villages<sup>87</sup>, la réalisation d'un canal pour amener l'eau potable à la population de Fuerte Esperanza, le goudronnage de la route Juana Azurduy qui traverse El Impenetrable, l'éradication des latifundios... L'historien originaire du Chaco Eduardo Roze montre que la somme des ventes de terres privatisées est loin d'avoir couvert les frais des travaux réalisés. Il ajoute toutefois qu'un objectif implicite des travaux a été atteint : « L'élimination d'un territoire très difficile d'accès et par conséquent peu contrôlable, qui aurait pu constituer une base d'opérations militaires de la guérilla rurale, comparable à la jungle de Tucumán »<sup>88</sup>. Il explique

---

<sup>84</sup> G. Gordillo, *Landscapes of Devils. Tensions of Place and Memory in the Argentinean Chaco*, op. cit., p. 48.

<sup>85</sup> V. Das, D. Poole (eds), *Anthropology in the Margins of the State*, op. cit., p. 8.

<sup>86</sup> Norberto Ras (dir), « Estudio de factibilidad de la explotación ganadera en El Impenetrable ». Informe preparado por el Instituto Interamericano de Ciencias Agrícolas (IICA) a solicitud del Ministerio de Economía de la Provincia del Chaco, Buenos Aires, mars 1980.

<sup>87</sup> L'historien Daniel Araoz affirme qu'au sein du plan général de la Campagne de l'Ouest, il était prévu de créer, en plus de Fuerte Esperanza, au moins deux villages supplémentaires dans les lieux-dits de La China et Cuatro Bocas. Daniel Araoz, « Colonización de El Impenetrable chaqueño. El caso de la fundación de Fuerte Esperanza (1976-1978) », mémoire de licence en histoire. Facultad de Humanidades, Universidad Nacional de Formosa, mimeo, 2009.

<sup>88</sup> J. Roze, *Lucha de clases en el Chaco contemporáneo*, op. cit., p. 184-185.

ainsi que, face à l'échec économique de la Campagne de l'Ouest, l'objectif contre-insurrectionnel est encore plus significatif<sup>89</sup>.

Image 7. Défilé de l'Escadron de *Monte* lors du premier anniversaire de Fuerte Esperanza, 1979. Source : Musée de la Police, Resistencia.

Pour approfondir l'aspect contre-insurrectionnel de ce programme, nous analyserons d'abord la création de l'Escadron de *Monte* (rattaché à la Police). Selon la loi de sa création en 1977, son objectif était de contrôler les « intrus », de « veiller au déroulement normal de la “Campagne de l'Ouest” et d'assurer la sécurité des biens et des personnes qui iront coloniser ce secteur du territoire provincial »<sup>90</sup>. Les occupants illégaux sont le seul type d'« intrus » dont il est fait régulièrement mention dans le texte de la loi. En revanche, dans un document officiel de la Direction de planification du Gouvernement provincial, il est clairement indiqué que la vocation de l'Escadron de *Monte* est double : « Cette escouade de combat policière mènera, en même temps que sa mission spécifique, la lutte et le contrôle anti-guérillero, un service social de soutien inestimable pour la population de sa principale zone d'intervention : le pic du Chaco »<sup>91</sup>. Ce document énonce donc explicitement une idée qui circule encore aujourd'hui parmi la population de la zone et les travailleurs qui ont participé à la Campagne de l'Ouest : les Forces armées et la Police ne sont pas arrivées là-bas seulement pour tracer des chemins et répartir des terres du domaine public, mais aussi pour contrôler et éviter que des groupes guérilleros ne s'y implantent. Il existe également des déclarations publiques émanant de membres du gouvernement militaire qui affirment : « Nous considérons que cet Escadron de *Monte* est d'une importance vitale pour aider la communauté, développer la zone et, fondamentalement, soutenir les Forces armées dans la lutte contre la subversion »<sup>92</sup>. Un géomètre-expert qui a travaillé pendant la Campagne de l'Ouest pour l'Institut de colonisation nous explique que les militaires avaient besoin de tracer des chemins pour pouvoir aller enquêter auprès de la population : « Après, il y a eu la création de la Police de *Monte* (...) pour patrouiller, se substituer à ce qu'avaient pu faire les militaires, mais c'était plus direct, ce n'était pas camouflé comme les militaires qui travaillaient avec nous ; la Police travaillait directement dans le *monte*, elle parcourait les lieux, enquêtait sur ce qui se passait, tout cela » (L.<sup>93</sup>).

Mais qui étaient ces guérilleros que l'Escadron de *Monte* cherchait à contrôler ? Étaient-ils déjà sur le territoire ou s'agissait-il d'une hypothèse de combat ? Il y a plusieurs réponses à ces

---

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 185.

<sup>90</sup> Loi No 2.202 (1977). « Procedimiento especial para desalojo intrusos en zona p/Campaña del Oeste », 12 décembre 1977, Resistencia, Direction de l'information parlementaire.

<sup>91</sup> Direction de planification, *Memoria anual 1/1/77 al 31/12/77, I-AI-No1*, ministère du Gouvernement, de la Justice et de l'Éducation, Province du Chaco, Resistencia, Bibliothèque de l'Institut de recherches géo-historiques (IIGHI), 1978. Si la construction diffuse de l'« intrus » entre l'occupant illégal et le guérillero a déjà été indiquée (J. M. Bageneta, « “La reorganización agraria”. El discurso agrario de la dictadura militar sobre la región del Gran Chaco argentino (1976-1983) », art. cité.), la nouveauté ici est que ce document de la Direction de planification indique clairement que la mission spécifique de l'Escadron de *Monte* est « la lutte et le contrôle anti-guérillero ». Il est très rare de trouver un document officiel disant aussi explicitement qui mettait en œuvre le contrôle contre-subversif et de quelle manière.

<sup>92</sup> Discours du ministre du Gouvernement, de la Justice et de l'Éducation de la province, colonel O. J. Zucconi. *Diario El Territorio*, Resistencia, 7 août 1976 (supplément), dans J. Roze, *Lucha de clases en el Chaco contemporáneo*, op. cit., p. 185.

<sup>93</sup> Géomètre-expert, environ 70 ans, a travaillé pour l'Institut de colonisation pendant la Campagne de l'Ouest. Entretien réalisé à Resistencia, 2016.

questions. D'une part, les militaires considéraient qu'il y avait dans la province du Chaco un mouvement social de type « subversif », les Ligues agraires<sup>94</sup>, bien que celles-ci ne soient pas fortement présentes à l'intérieur d'El Impenetrable. D'autre part, ils craignaient qu'El Impenetrable ne devienne un « second Tucumán »<sup>95</sup>. La province du Tucumán était en effet considérée comme le théâtre d'opérations où l'ennemi principal était la guérilla rurale de l'Armée révolutionnaire du peuple (Ejército Revolucionario del Pueblo, ERP) appartenant au Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), qui avait installé ses campements dans le *monte* du Tucumán. C'est contre cette « géographie imaginaire<sup>96</sup> » qu'a été pensé El Impenetrable, c'est pour empêcher l'« invasion » de mouvements révolutionnaires que le gouvernement a restructuré l'espace. Un employé de l'Institut de colonisation nous a expliqué : « C'était une époque obscure en Argentine. Le vrai sens de ce qui s'est passé là-bas, tu ne le trouveras pas par écrit. (...) Le gouvernement avait peur que la guérilla s'installe dans le *monte* d'El Impenetrable, ils avaient peur que la guérilla du Tucumán se déplace vers le *monte* d'El Impenetrable. (...) El Impenetrable est une zone propice à la guérilla, une zone idéale, voilà la vraie raison. Ils traçaient des chemins, comme ça c'était plus facile de contrôler les nouvelles implantations » (X.<sup>97</sup>).

Image 8. Photos prises au moment de l'inauguration de Fuerte Esperanza. À gauche, l'hôtel et la piscine. À droite, la station service. Source : *Diario El Territorio*. Archives historiques Monseñor José Alumni, Resistencia

Bien que la Campagne de l'Ouest ait commencé peu de temps après le coup d'État de 1976, la construction de Fuerte Esperanza ne s'est faite que deux ans plus tard, au moment où la majeure partie des groupes guérilleros d'Argentine étaient presque entièrement démantelés. Cette situation amène à penser que dans le cas de Fuerte Esperanza, la création d'un village stratégique n'avait pas pour objectif de couper le lien existant entre la population et la guérilla, mais de faire aboutir la restructuration territoriale d'El Impenetrable et de s'assurer que cette zone « dangereuse » ne pourrait être utilisée à l'avenir par la guérilla. Néanmoins, l'interprétation est plus complexe et moins linéaire. En dépit du manque de documentation, principalement dû au fait que l'essentiel des archives est toujours classifié ou a été détruit à la fin de la dictature, la création de l'Escadron de *Monte* – dont l'objectif était de « combattre la subversion » à El Impenetrable – et les données collectées au cours du travail ethnographique mené avec la population permettent de penser que la création de Fuerte Esperanza n'était pas

<sup>94</sup> Claudia Calvo, Analía Percíncula, « Ligas Agrarias en Chaco y Corrientes. Experiencias de organización campesina en contextos de transformación territorial », *De Prácticas y Discursos. Cuadernos de Ciencias Sociales*, 1, 2012, p. 1-36.

<sup>95</sup> Le colonel Caggiano, s'exprimant sur la situation de la province du Chaco, en particulier du village de Saenz Peña, dira que la présence des guérilleros dans la zone avait pour but de « transformer cette terre si fertile et tant désirée par ses habitants et colons en un second Tucumán ». Discours du colonel Caggiano Tedesco, *Diario El Territorio*, Resistencia, 21 novembre 1976, p. 2, cité dans J. Roze, *Luchas de clases en el Chaco contemporáneo, op. cit.*, p. 27. Le gouverneur militaire du Chaco, Facundo Serrano, dira que l'intention de la Campagne de l'Ouest était de garantir l'expansion de la frontière agricole et, dans le même temps, pour des raisons de sécurité, de « coloniser cette zone avant qu'elle ne soit utilisée comme province alternative ». Facundo Serrano, « El plan de colonización del Oeste tiene amplio respaldo presidencial », *Diario El Territorio*, 29 juin 1976.

<sup>96</sup> Derek Gregory, *The Colonial Present: Afghanistan, Palestine, Iraq*, Malden/Oxford/Victoria, Blackwell Publishing, 2004.

<sup>97</sup> Géomètre-expert, employé de l'Institut de colonisation. Entretien réalisé à Resistencia, 2016.

uniquement une entreprise de prévention. Le village devait jouer un rôle actif dans la stratégie militaire de la zone.

Dans les récits des habitants de Fuerte Esperanza, la référence à des « intrus » et celle à des « extrémistes » se mêlent : « Cette année-là on a parlé d'extrémistes, on aurait dit que s'ils t'attrapaient ils te tuaient ; c'est ce qui se passait dans les villages, je l'ai senti en parlant avec les militaires ; ils nous disaient de faire bien attention aux gens, mais nous nous connaissions tous. Il fallait se méfier des extrémistes qui pouvaient te voler ou te tuer » (A.<sup>98</sup>) ; un autre homme raconte : « Les militaires nous posaient des questions sur les inconnus qui passent par ici » (C.). Lorsque nous interrogeons les enquêtés sur le sens de la création de Fuerte Esperanza à cet endroit précis et sur les activités réalisées par les militaires, les récits varient : « Nous ne savions pas ce qu'ils [les militaires] venaient faire, ils survolaient El Impenetrable (...), ils voulaient faire une base militaire plus loin et c'est pour cela qu'il y avait autant de survols. (...) Les militaires ont commis beaucoup d'injustices » (J.) ; « Il y avait des rumeurs qui disaient qu'ils voulaient faire une base, les ingénieurs nous racontaient. (...) Ils prenaient des mesures et ils nous disaient qu'ils allaient faire une base militaire. Mais finalement les militaires ont quitté le gouvernement (...). La base ne s'est jamais faite, c'était un projet, c'est pour cela que personne ne pouvait passer » (C.).

Certains parlent d'un projet de création d'une base militaire ; d'autres disent que c'est le village de Fuerte Esperanza lui-même qui aurait servi de base militaire. Un ancien membre de l'Escadron de *Monte* pendant la dictature nous explique : « On disait par ici [à Fuerte Esperanza] qu'ils allaient faire une base militaire contre les subversifs ». À notre question « quels subversifs », il répond : « Comme ceux de Tucumán, ou de Bolivie... Sans les chemins, si quelqu'un venait ici, ils n'allaient jamais le trouver. (...) Justement parce qu'il n'y avait rien ici, ils allaient faire la base » (N.<sup>99</sup>).

Beaucoup d'habitants parlent également de personnes que les militaires auraient amenées au village comme détenus. J. nous dit que « ceux sur qui ils voulaient enquêter, ils les amenaient à Fuerte Esperanza », puis il nous explique qu'au début le centre de détention se trouvait sur un terrain et qu'il a été ensuite déplacé dans le bâtiment de la Police. D'autres villageois commentent : « Ils gardaient les gens dans le commissariat et dans l'infirmerie. (...) Les militaires étaient dans le commissariat et c'est là qu'ils amenaient les gens. Il y avait des cellules » (G.<sup>100</sup>) ; « On entendait des tirs du côté de La Bomba » (A.) ; « Ils enfermaient des personnes de la zone, alors que c'étaient des gens bien. Ils les emmenaient dans une petite maison, c'était une maison en bois, près de là où il y avait l'infirmerie » (C.).

Bien que l'on n'ait retrouvé aucun document confirmant l'utilisation de Fuerte Esperanza et de ses alentours comme base militaire ou comme Centre de détention clandestin, les villageois font de multiples allusions au fait qu'il y aurait eu un projet de construction d'une « base militaire ». D'autres indiquent que certains bâtiments de Fuerte Esperanza auraient été utilisés comme des Centres de détention clandestins. Les villageois parlent aussi d'hélicoptères qui arrivaient tout le temps avec des militaires amenant des détenus.

\*\*\*

---

<sup>98</sup> Homme, environ 60 ans, a travaillé toute sa vie comme éleveur de bétail. Père d'une famille nombreuse. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

<sup>99</sup> Homme, environ 70 ans, a été membre de l'Escadron de *Monte*, actuellement à la retraite. Entretien réalisé dans la province du Chaco.

<sup>100</sup> Femme, employée domestique, famille d'ouvriers agricoles. Entretien réalisé à Fuerte Esperanza.

La Campagne de l'Ouest s'inscrit sans aucun doute dans la continuité des entreprises autrefois menées par l'État-nation en formation : colonisation d'un « espace vide », entreprise « civilisatrice » contre la « barbarie », arrivée des militaires, construction de forts, octroi de milliers d'hectares à l'exploitation capitaliste. Le « vide territorial » est transformé en promesse de progrès. Le processus de réécriture du territoire national émerge parallèlement à celui des limites de l'État-nation et par conséquent à l'extension de sa souveraineté. On cherche à protéger la frontière, à « faire avancer la civilisation » en trouvant des « colons aventuriers » qui auront le courage de peupler et de protéger ce « désert vert ». Les militaires envisagent la restructuration territoriale et la création de centres de peuplement comme les drapeaux d'une seconde colonisation, comme une nouvelle conquête qui serait en même temps la défense d'un vieux rêve d'État-nation. Cependant, ces éléments de continuité vont de pair avec la définition de nouveaux objectifs : l'espace est construit géométriquement à des fins de contre-insurrection, le territoire devient un canevas symétrique permettant de contraindre la circulation, d'observer ses occupants et aussi de pouvoir éliminer les « intrus ».

La construction de villages stratégiques s'inscrit dans un programme plus large de réorganisation territoriale, à partir duquel l'État met en marche des politiques publiques censées produire de profondes transformations sociales, économiques et politiques. Fuerte Esperanza peut être compris comme la synthèse d'un projet utopique d'urbanisation et de « modernisation » mais à des fins de contre-insurrection. On y trouve une géométrie du pouvoir qui s'appuie sur l'urbanisation comme fantasme d'ordre pour le présent et le futur. Cette réorganisation préventive du territoire a deux objectifs clairs : d'un côté, attirer des colons qui rentabiliseront le sol et le rendront « productif » ; de l'autre, contrôler El Impenetrable en domestiquant sa végétation et faire de Fuerte Esperanza un site stratégique au niveau national mais aussi un point de contrôle local, étant donné la proximité de la frontière avec le Paraguay et la Bolivie.

Les éléments qui articulent ces projets nationaux de création de villages stratégiques, en Chaco mais aussi au Tucumán, sont : le *monte* comme espace privilégié pour mettre en œuvre ce type de campagne militaire ; la modification territoriale à l'intérieur et autour des villages basée sur l'idée de rendre l'espace géométrique, facilement gouvernable et contrôlable ; la transformation des modes de contrôle et de lisibilité (*legibility*) sur la population et le territoire<sup>101</sup> ; des discours similaires qui soutiennent que les programmes militaires d'« action civique » apporteront « la civilisation » dans les zones marginales du pays ; la conception, la création *ex nihilo* et l'utilisation d'espaces urbanisés comme outils de lutte et de prévention contre les groupes guérilleros. Les villages stratégiques ont pour fonction de concrétiser – dans l'espace – une utopie de société moderne, civilisée et catholique où les mouvements révolutionnaires seront complètement bannis.

S'il reste bien des aspects qui n'ont pas encore été explorés – principalement par manque de documentation et parce qu'il est très difficile que les militaires, qui ont joué un rôle dans la conception et la mise en œuvre de ce type de politiques, en parlent –, l'analyse menée jusqu'à présent nous permet d'affirmer qu'un double processus s'est joué à El Impenetrable : d'une part, la construction par les Forces armées d'un territoire marginal et à la marge, d'un lieu reculé, lointain, inaccessible, sauvage, vide, indomptable, ingouvernable<sup>102</sup> ; d'autre part, et presque parallèlement, une sorte de (re)construction s'adossant au projet de restructuration territoriale radicale proposé par la Campagne de l'Ouest. Construire dans les marges implique de recourir à l'exceptionnel, à l'espace-temps de l'exception. Les marges ne « méritent » pas

---

<sup>101</sup> J. Scott, *Seeing like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, *op. cit.*

<sup>102</sup> Autant d'adjectifs qui apparaissent dans les discours officiels au sujet d'El Impenetrable.

d'être traitées comme des espaces « normalisés » (espaces de plein droit). La marge, en l'occurrence El Impenetrable, c'est le lieu où l'État explore des techniques extrêmes de contrôle de population. Ainsi la construction de la marginalité d'un territoire permet-elle de construire dans les marges de manière radicale<sup>103</sup>.

Traduit de l'espagnol par Doris Buu-Sao

---

<sup>103</sup> Cette enquête a été réalisée dans le cadre du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne (H2020-MSCA-IF-2014-GF) : *Marie Skłodowska-Curie Grant Agreement* No. 654923. Je remercie Hélène Combes, Carlos Salamanca, Chiara Calzolaio, Romuald Jamet et les trois évaluateurs et évaluatrices anonymes de *Critique internationale* pour leurs corrections et leurs conseils.